



Société

Faut-il soumettre les choix technologiques aux risques de la démocratie ?

Les enjeux des sciences modernes, notamment dans le domaine du Vivant, sont tels que l'organisation de procédures de discussion et d'évaluation impliquant les citoyens devient de plus en plus nécessaire.



Les difficultés du dialogue entre citoyens et scientifiques ne sont pas sans rappeler celles du dialogue entre cultures... « Soliloque », tableau de Moyo Ogundipe. © Moyo Ogundipe.

« *Est-ce bien sérieux de débattre de questions technologiques avec des citoyens qui n'ont pas la culture scientifique ?* », lançait un ingénieur un peu décalé dans un débat « Sciences, éthique et société ». L'occasion avait réuni pour un bilan divers acteurs de la première conférence française de citoyens de juin 1998, consacrée aux organismes génétiquement modifiés (OGM).

Quinze années auparavant, le Danemark, pionnier en Europe, avait répondu à cette question : non seulement les décideurs politiques et économiques devaient pouvoir être éclairés sur les choix scientifiques et technologiques par le moyen de l'évaluation technologique (*Technological Assessment*), inventée aux États-Unis dans les années 1970, mais les citoyens devaient être mis au cœur de ces dispositifs, et forger ainsi une « évaluation technologique participative » (ETP).

L'ingénieur impertinent de notre débat se vit donc rétorquer par l'un des « citoyens » : « *Est-ce bien sérieux de débattre de questions éthiques avec des scientifiques qui n'ont pas la culture éthique ?* ». Ce citoyen, conscient de la dissymétrie qui existe entre éthique et sciences, enchaîna que nous n'avions pas le choix, qu'il fallait répondre à ce type de questions peut-être encore plus difficile notamment en impliquant des gens non spécialistes, des scientifiques et des philosophes.



Chenille du papillon monarque, que des recherches ont estimé menacé par des cultures OGM aux États-Unis. © ARS USDA

Après tout, il est fréquent en France que des scientifiques deviennent experts en éthique en « autodidactes ». Souvent, ils ne s'encombrent pas de toute la technicité que de telles réflexions exigeraient. Mais ils ont au moins le mérite, avec d'autres acteurs, de contribuer à « sauver la morale » en posant des questions urgentes et en la désenclavant du relativisme et du renvoi de ces questions dans la seule sphère privée.

La double loyauté du scientifique

Si certains scientifiques s'emparent de questions scientifiques controversées par la voie de la morale ou de l'éthique, pourquoi en serait-il autrement des citoyens ? C'est d'ailleurs en tant que citoyens que certains spécialistes des domaines technologiques prennent la parole, en gérant parfois difficilement cette double loyauté.

C'est l'un des acquis des programmes de recherches européens récents sur l'ETP d'avoir reconnu les mérites de procédures d'ETP aussi variées que les conférences de consensus ou de citoyens, les *focus groups*, les *citizen juries*, les forums de discussion sur l'Internet, les États généraux, les ateliers de scénarios. Ces expériences participatives ont révélé les valeurs à l'œuvre dans chaque choix technologique.

Les avatars de l'expertise

Ajoutez à cette consécration une humilité croissante des chercheurs pour toute futurologie ou calcul des conséquences de certaines nouvelles technologies, certaines crises sanitaires européennes qui ont sapé la confiance des citoyens à l'endroit des progrès scientifiques, ou encore un souci d'implication accrue des

citoyens dans les décisions politiques...

Le contexte se trouve être très favorable pour oser imaginer de nouvelles façons d'évaluer les choix scientifiques et techniques. N'est-on pas même condamné, face à des écheveaux difficiles et incertains, à le faire toujours mieux ?

Certes, certains se contentent des expérimentations socio-politiques de l'ETP comme moyen de médiation environnementale visant à mieux faire accepter des projets technologiques par la population. Ou bien ils l'assimilent à une simple consultation d'avis divers permettant de prendre le moins de risques politiques possible.

Or la pertinence – ou parfois la récalcitrance – dont témoignent les citoyens dans ces espaces que certains qualifient de « démocratie technique » vont bien au-delà de cette vision réductrice des débats. En effet, paradoxalement, c'est souvent à l'occasion de controverses à propos d'innovations technologiques que ces innovations sociopolitiques apparaissent.

La nécessité du débat démocratique

On aurait pu, à tort, penser que le domaine des sciences serait le moins controversé de la sphère sociale et le plus hors de portée des citoyens. Pourtant, les enjeux et les conséquences de certaines technologies sont tels que c'est précisément à l'occasion de ces controverses révélées au grand public que la nécessité d'organiser des débats démocratiques sous les modalités les plus diverses, en impliquant des citoyens au-delà des possibilités du vote ou des pressions, s'est faite sentir.

Des contraintes importantes doivent être prises en compte pour



La génétique humaine a fait l'objet de débats participatifs structurés dans plusieurs pays, mais pas (encore) en France.

© U.S. Department of Energy Human Genome Program

conduire ces évaluations technologiques participatives. Elles vont de la représentativité des groupes citoyens et des objets techniques dont on parle, à la difficulté de cohérence pour les uns et les autres devant la complexité des choix à réaliser.

Europe et principe de précaution

Expérimentations hasardeuses ? En tout cas, au-delà de leur pertinence politique au sein d'une démocratie, elles ont pu s'appuyer sur un principe, la précaution, qui semble caractériser l'identité européenne dans sa phase actuelle.

Ce principe n'est en rien la caricature de l'inaction, du protectionnisme et du « risque zéro », mais une exigence de fourniture de la preuve enrichie. Sa mise en application traduit la nécessité de répondre à des questions scientifiques pour lesquelles les expertises actuelles sont insuffisantes, mais également la prise en compte d'aspects laissés dans l'ombre, importants pour révéler les valeurs en jeu et les justifications des décisions.

Les choix technologiques, quelles que soient la réalité et les modalités des risques qu'ils pourraient faire encourir en s'exposant à ceux de la démocratie, trouvent finalement dans les exigences de

ce cadre plus contraignant les garanties d'une meilleure connaissance des innovations proposées, de leurs vertus, de leur utilité et de leur « désirabilité ».

Bernard REBER

Centre de Recherche, Sens, Éthique, Société (CERSES), UMR 8137 CNRS-Université Paris V,
Institut de Recherche sur les Sociétés Contemporaines (IRESCO)
59-61 rue Pouchet 75849 Paris Cedex 17

Pour contacter l'auteur
reber@iresco.fr

Pour aller plus loin

Sites Internet

- | Centre d'évaluation des choix technologiques TA-SWISS, <http://www.ta-swiss.ch/framesets/home-f.htm>
- | Publiforum suisse, <http://www.publiforum.ch>
- | Center for the study of the democracy, Université de Westminster (Londres), <http://www.wmin.ac.uk/csd>
- | ffice parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques (OPECST), <http://www.senat.fr/opepst>
- | Loka Institute, <http://www.loka.org>
- | Bureau danois de la technologie, <http://www.tekno.dk/index.php3?language=uk>
- | Fondation Sciences citoyennes, <http://sciencescitoyennes.org>
- | Projet « Penser les sciences et les techniques dans les sociétés contemporaines », 2000 - 2002, Université Paris I, <http://histsciences.univ-paris1.fr/penserlessciences>
- | Lettre Emerit, Trimestriel d'information sur l'évaluation des choix technologiques, Fondation Travail-Université, Namur, Belgique, <http://www.ftu-namur.org/emerit/en-index.html>,

I Ouvrages et articles

Sur l'ETP

- | Joss S. et Bellucci, S. (Éd.), *Participatory Technological Assessment. European Perspectives*, Center for the Study of Democracy et Centre suisse d'évaluation technologique, 2002. Introduction en pdf, <http://www.wmin.ac.uk/csd/PTAintroduction.pdf>
- | Reber B., « Les controverses scientifiques publiques au secours de la démocratie », *Cosmopolitiques, Cahiers théoriques pour l'écologie politique*, N° 3, pp. 93-107.
- | Reber B., « Éthique et évaluation technologique participative », *In : La situation délibérative dans le débat public*, Castagna B., Gallais S., Ricaud P. & J-P. Roy, Presses Universitaires François Rabelais, 2003.
- | Boy D., Donnet-Kamel D. et Roqueplo P., « Un exemple de démocratie participative : la conférence des citoyens sur les OGM », *Revue française de sciences politiques*, vol. 50, 2000, pp. 779-809.

Sur la démocratie technique

- | Latour B., *Les politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, 1999.
- | Sclove R., *Democracy and Technologies*, New-York, Guilford Press, 1995.
- | Lee Kleinman (éd.), *Science, Technology & Democracy*, State University Press of New York, 2000.
- | Fischer F., *Citizens, Experts and the Environment : The Politics of Local Knowledge*, Duke University Press, 2000.
- | Callon M., Lascoumes P. et Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Seuil, 2001.
- | de Cheveigné S., Boy D. et Galloux J-C. *Les Biotechnologies en débat. Pour une démocratie scientifique*, Balland, 2002.

Sur le principe de précaution

- | Zaccai E., Missa J.-N., *Le Principe de Précaution. Signification et conséquences*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2000.
- | Kourilsky P. & Viney G., *Le principe de précaution. Rapport au Premier ministre*, Odile Jacob - La Documentation française, 2000.
- | Godard O. (dir.), *Le principe de précaution dans la conduite des affaires humaines*, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme - INRA Éditions, 1997.
- | Jonas H., *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Cerf, (1979),1991.